

INFORMATIONS

comité régional midi-pyrénées **CGT**

BOURSE DU TRAVAIL: 19 place ST. Sernin 31070 TOULOUSE CEDEX
Prix: 1,00F - N° d'inscription à la C.P 579 D 73 Imprimerie du Comité CGT - Directeur de la publication F. CANEZIN

N° 95 - AVRIL 1994

CONFÉRENCE RÉGIONALE



ème

*"A partir des
adhérents CGT,
construire un
rapport de force
durable
pour gagner les
revendications
sociales,
les enjeux
régionaux en
Midi-Pyrénées"*

COMPTE RENDU

CAHORS
20-21 Octobre 1993

Avec la participation de
Michelle COMMERGNAT
Secrétaire de la CGT

144 Camarades venant des huit Unions Départementale de la Région Midi-Pyrénées, ont participé aux travaux de la Sixième Conférence Régionale à Cahors.

112 HOMMES et 32 FEMMES - 28,57%

80 venaient du Service Public, 58 du Secteur Privé et 6 étaient retraités.

Qualification des 144 participants:

10	O.S.
36	O.P
51	EMPLOYES
22	TECHNICIENS
14	AGENTS DE MAITRISE
11	CADRES
0	INGENIEURS
0	CHOMEURS

Participation par Union Départementale:

UD 09	6
UD 12	18
UD 31	55
UD 32	12
UD 46	9
UD 65	14
UD 81	23
UD 82	7

Merci aux camarades de l'Union Départementale du LOT, qui par leur investissement ont permis que cette 6ème Conférence Régionale, se déroule dans d'excellentes conditions.

**Extraits du
Rapport d'introduction à la Conférence
Régionale, présenté par
François CANEZIN, Secrétaire Régional.**

... Mouvement, oui: Cela bouge dans l'état d'esprit, cela bouge dans le comportement des salariés, cela bouge dans la CGT, cela bouge pour l'action, cela bouge dans les autres organisations syndicales, cela bouge au niveau de l'unité.

Ce qui est écrit derrière cette tribune n'en prend que plus de portée et de relief: " A partir des adhérents CGT, construire un rapport de force durable pour gagner les revendications sociales, les enjeux régionaux en Midi-Pyrénées".

D'où cette question sur l'enjeu de la syndicalisation. Syndicalisation en nombre de syndiqués, en nombre de bases organisées, leur capacité à se déployer, à débattre avec les salariés;

Tout cela a bien un rapport direct et décisif sur deux aspects: celui du rapport de force d'une part et celui de l'avancée de l'unité d'action, d'autre part...

...Mais ne perdons pas de vue quel est notre objectif, quel doit être l'objectif de toutes nos organisations, il est bien de travailler à une modification fondamentale de la situation de combativité et d'unité d'action dans le corps social du pays parmi ceux qui ont un emploi, parmi les chômeurs et les exclus, parmi les actifs et les retraités. Et nous voulons surtout que cela soit durable.

L'action nationale du 6 chez les cheminots, la journée du 12, se sont avérées être de puissants temps forts dans l'action unitaire, d'une grande portée.

Le niveau de grève atteint aux PTT, à Air France et ses prolongements à la SNCF ou chez les Travailleurs de l'Etat a été très fort, aussi dans le privé, notamment là où les manifestations ont eu lieu en journée, portées par des arrêts de travail.

Cela n'a pas été, contrairement à ce qu'en ont dit les médias, qu'une action du Secteur Public.

On peut penser que plus de 30 000 salariés ont été en grève ou dans l'action dans nos 8 départements. Plus de 12 000 ont manifesté dans les villes de notre région avec un dynamisme revendicatif.

Le 12 a vraiment fait bouger des choses. Il doit permettre aux salariés d'aller plus loin, nous avons cette responsabilité-là.

Ensemble salariés et syndicats unis, nous pouvons faire reculer les choix du patronat et du Gouvernement.

Rien n'est joué. Oui l'attaque est sans précédent, mais il y a de la place pour les reculs...

... Oui, nous construisons un processus revendicatif, mais là aussi, s'il faut voir avec lucidité tout ce qu'il reste à faire, tout ce qu'il reste à gagner en combativité, et en action, ne perdons pas de vue la tendance...

... En regard de cela, faire bouger la situation unitaire, comme elle commence à bouger n'est pas une simple banalité. Le développement unitaire des luttes dans le pays peut être un sacré catalyseur pour ceux qui doutent, ceux qui hésitent ou qui n'entrevoient pas encore de perspective.

Nous vivons là quelque part une expérience complètement nouvelle. Voyons aussi ce que l'évolution unitaire peut provoquer comme conséquences à terme au niveau du syndicalisme Européen.

A partir du moment où le débat sur la nécessité de l'action et sur l'unité d'action pèse et a lieu dans toutes les organisations syndicales, c'est déjà en soit quelque chose de considérable pour le mouvement social...

... Il faut continuer de s'en expliquer et d'en débattre y compris dans la CGT., où il y a encore des résistances, des difficultés.

Si nous sommes d'accord pour affirmer que l'unité d'action est une des conditions du rapport de force, que quelque part le syndicalisme joue aujourd'hui son avenir, alors notre démarche n'a rien de je ne sais quoi qui relèverait de manoeuvres politiciennes, ou encore de tactique à courte vue pour mieux coincer les autres en fin de compte.

Ce n'est pas cela notre démarche, pas plus que celle de régler les choses en tête-à-tête, hors du champ de l'intervention des syndiqués et des salariés.

Ne laissons pas non plus accréditer l'idée non plus que "ça y est, tout est arrivé en matière d'unité".

De même et il faut encore s'en expliquer, nous ne concevons pas non plus l'unité et le rassemblement autour de la CGT; CGT qui serait en quelque sorte un garde-fou ou un mètre étalon.

Dans le même ordre d'idées évitons toutes déclarations unitaires de principe, en soit.

Elles ne peuvent que servir à dédouaner ceux qui ne veulent pas de l'unité d'action.

... Plus on va avancer, plus les enjeux vont être grands et plus nous allons avoir besoin d'initiatives créatrices avec les salariés. C'est particulièrement vrai dans le domaine des salaires et du pouvoir d'achat...

... Il est vrai que l'attaque est sans précédent.

Nous sommes en face de trois grands volets qui tournent autour de la restructuration en profondeur de la société française.

° Il y a d'abord tout ce qui concerne le tissu de protection des salariés, au niveau des garanties sociales est en cours de destruction: retraite, sécu, Unedic, code du travail... en même temps que des prélèvements massifs sont transférés des entreprises sur les salariés: financement de la protection sociale avec la CSG, les allocations familiales. C'est déjà considérable.

C'est un des volets stratégiques de l'ensemble du dispositif Balladur, avec le Plan Quinquennal, mais il n'est pas le seul.

° L'ensemble de ce qui constitue le Secteur Public et Nationalisé est à vendre et en voie d'être livré au privé.

Il faut que l'on s'y arrête 5 minutes. Midi-Pyrénées et ses départements se sont développés, ont créé des emplois et des richesses autour de la Puissance Publique.

C'est le cas du Secteur Aéronautique décisif pour la Région, l'Aluminium autour des 6 sites Pechiney en Ariège, Hautes-Pyrénées, Haute-Garonne.

Puissance Publique déterminante a une époque encore récente pour une ville comme Tarbes avec l'Arsenal, la Socata, à Toulouse la Cartoucherie ou le CEAT.

Dans l'électronique avec Thomson, Bull, avec le CNES; pour des villes comme Castres avec Renault-Automation, Elf avec Sanofi et Boussens.

Ceci pour le Secteur Industriel. Il constitue de fait la colonne vertébrale de la région et est aujourd'hui directement menacée par les projets de privatisation du Gouvernement Balladur. 24 000 salariés directement concernés, 14 sites en Midi-Pyrénées, les effets induits en sont considérables, y compris pour le secteur privé.

C'est dans les secteurs où l'Etat est majoritaire que se situent les plus grands établissements de la région.

Un tel enjeu a vraiment une dimension régionale, des conséquences pour tous ici. Comment y faire face et y répondre ?

Les Télécom, la Santé Publique, EDF, les cheminots pour ne reprendre que ces 4, regroupent quelques 50 000 agents en Midi-Pyrénées...

... Les coups qui y sont portés aujourd'hui sont rudes tant au niveau des salaires, des acquis, des effectifs, que de la mission même du Service Public.

Les réformes structurelles à E.D.F., la réforme de l'organisation territoriale à la SNCF, avec Socrate, des suppressions de lignes et de gares; le schéma régional de

la Santé qui prévoit la suppression de 4 000 à 5 000 lits et de 17 maternités en Midi-Pyrénées portent bien, sur la nature et le contenu même de l'avenir des Services Publics.

Les critères de service public sont tordus pour tordre le Service Public lui-même, en même temps que cette politique tord également les conditions de vie et de travail des personnels.

C'est bien cela en profondeur la nature réelle du remarquable conflit des Postiers de Toulouse, qui sont en grève depuis maintenant 120 jours.

Pour autant rien n'est joué en ce qui concerne les privatisations, comme du reste.

D'ailleurs Balladur a du engager un premier recul en ce qui concerne Aérospatiale parce qu'il y a eu lutte massive et déterminée des personnels dans l'unité et dans leur diversité...

... En matière de Services Publics, quels sont les besoins ici, comment les transformer en revendications et mobiliser autour.

Troisième grand volet de cette restructuration: l'Aménagement du Territoire.

Le Gouvernement a lancé il y a quelques mois un grand débat national sur l'aménagement du territoire. L'ambition affichée est a priori considérable.

Mais la décision s'explique d'abord par la situation d'urgence et les luttes menées en regard des problèmes d'emploi, de services publics, d'avenir qui se vivent dans les départements et les régions.

Autre chose est le contenu des réponses, qu'il compte y apporter.

L'objectif est de se définir sur ce que sera la France en 2015. Cela peut paraître lointain et pourtant il ne s'agit pas là de questions mineures...

... A grand renfort de publicité, le Conseil Régional Midi-Pyrénées, vient d'annoncer qu'il va dès cette semaine consulter par questionnaire les 900 000 familles de Midi-Pyrénées sur cette question de l'aménagement du territoire.

... S'agit-il d'articuler l'indispensable création d'emplois et la qualité de la vie sur l'ensemble du territoire ou alors s'agit-il d'autre chose?

S'agit-il d'interpeller la Direction de GEC-Alsthom qui annonce des suppressions d'emplois à Tarbes et de soutenir la valorisation du charbon régional?

d'agir des salariés et se donner une meilleure capacité d'intervention.

C'est ainsi à partir des revendications que l'on peut mieux se faire entendre là où siègent les camarades qui ont des mandats régionaux au CESR, à la CRAM, aux ASSEDIC, au FAS, dans les organismes de formation...

Comment faire progresser qualité et activité sur chaque lieu de travail, et initiatives coordonnées au niveau régional?

Et coordonner, ne veut pas dire forcément le même jour, au même endroit...

... Quelle qualité d'activité parmi les ouvriers, les techniciens, les employés, les cadres et ingénieurs. 20 000 CES travaillent à côté de nous tous les jours, ils sont à l'Hôpital, à la poste. 40 000 jeunes précaires sont dans des entreprises de la région, 150000 chômeurs en Midi-Pyrénées. Vont-ils encore longtemps rester hors du champ de notre activité revendicative?

Ne les considérons-nous pas parfois comme des travailleurs à part ?

Est-il possible d'ambitionner de créer un Mouvement très large en laissant des masses entières sur le bord du chemin ?

On pourrait parfois croire que pour être à la CGT et revendiquer, il faudrait être à temps plein et avoir un statut; Sauf que ils vont devenir de moins en moins nombreux, dans ce cas de figure...

... C'est au moment où le besoin de se défendre est plus que jamais nécessaire, que le syndicalisme est affaibli.

Qui sommes-nous et que représentons nous en Midi-Pyrénées?

Ces questions sont quelque peu nuancées d'un département à l'autre, mais il y a bien une tendance générale sur la région.

Pour 1991, derniers états complets connus, nous étions 21 858 syndiqués actifs et 9 096 syndiqués retraités soit 30 954 adhérents C.G.T. répartis dans 617 syndicats actifs, et 137 syndicats de retraités.

Cela compte et se remarque dans le paysage. C'est déjà une force importante. Nous rayonnons en gros habituellement sur 250 000 salariés actifs, soit 1/3 du salariat de la Région.

C'est déjà une force importante, un capital très précieux, mais cela représente seulement un taux de syndicalisation pour les actifs de 2.89%, par rapport au total des salariés des 8 départements.

Ce taux de syndicalisation, il est de 1.6 % dans le privé et de 5.17 % dans le Secteur Public et Nationalisé. 1.6 % ce n'est pas beaucoup, mais pour plusieurs professions, c'est tangent à zéro, deux ou trois dépassent 10%.

Ce n'est pas une découverte, mais 64 % de nos forces, c'est-à-dire les quasiment 2/3 de nos syndiqués sont dans le public et nationalisé.

On voit bien ce qui en découle comme manque à gagner à notre capacité d'action, de rapport de force dans le privé.

Nous avons pu dire que nous rayonnons sur une partie limitée et typée du salariat.

C'est une réalité qui porte un réel danger, celui d'être considéré par les salariés comme le syndicat seulement utile à ceux qui disposent de garanties sociales. N'est-ce pas un parfois peu comme cela que nous fonctionnons.

68 % de nos syndicats ont moins de 50 adhérents. 41 % de nos syndicats soit 257 ont moins de 10 adhérents.

Au passage, c'est quand même un problème quand parfois il faut 10 ou 11 mois pour y remettre le FNI. 13 syndicats en Midi-Pyrénées ont plus de 200 adhérents, dont trois dans le privé.

Ces 13 syndicats représentent quasiment un quart de nos forces organisées, et en même temps nous avons des déserts syndicaux importants dans les grandes entreprises.

De 1988 à 1991, durant cette période nous avons créé 236 syndicats nouveaux ce qui est très intéressant qui a demandé beaucoup d'investissements, et d'efforts. Mais si l'on prend le soin de le regarder de près, 1 sur 2 a disparu, il nous en reste 113 qui totalisent 917 adhérents...

... Nous avons besoin d'un tout autre effort de syndicalisation tout simplement parce que nous avons besoin pour avancer sur notre démarche revendicative, parce que nous avons besoin pour l'unité d'action, pour le rapport de force.

Et ce qui est vrai pour la syndicalisation est de la même nature pour la diffusion de notre Presse syndicale. Notre activité n'est pas en tranches de saucisson...

... Nous avons à travailler et notamment sur la manière de proposer la syndicalisation en considérant chaque salarié comme un des éléments de l'état du rapport de force, comme un individu, selon qu'il doute, ou selon qu'il agisse suivant les moments.

Proposons-nous à chacun, à partir de ce qu'il ressent, de ses besoins, de son avenir, celui des siens de prendre toute sa place à la CGT ? Proposons-nous la syndicalisation comme moyen de débattre, de décider, d'agir ensemble, de compter pour un?..

... Il faut dépasser aussi la gêne à poser la question de la syndicalisation au moment où les conditions unitaires sont recherchées dans la lutte: il s'agit d'avenir du syndicalisme, c'est au contraire bien en concordance!

Nous avons des potentialités sur lesquelles nous appuyer. A la fin septembre, nous avons gagné 1 810 adhérents nouveaux à la C.G.T. pour 53 bases nouvelles, contre 1 694 l'an dernier à même date et 39 bases nouvelles dans la région...

... Renouveler notre activité, construire le syndicalisme de notre temps en France et au plan international, ce n'est pas affaiblir nos positions et propositions, ni altérer ou freiner notre démarche de contacts, de débats.

Répondre aux attentes, investir pleinement le présent de toutes nos forces et capacités, c'est aussi certainement la meilleure façon d'être un syndicalisme d'espoir et de préparer l'avenir.

DISCUSSION:

Nous n'avons pas pu retranscrire le résumé des quelques cinquante délégués qui sont intervenus durant les deux jours de travaux de la conférence.

Toutes les interventions ont contribué à enrichir les débats.

Le résumé des 29 interventions ci-après, essaie de rendre compte de la qualité des travaux de la conférence.

INSA Alex. Secteur CGT des Cheminots (31).

... Il y a une nette évolution dans la prise de conscience que l'on peut faire autrement, qu'il y a d'autres possibilités, et que l'on peut gagner.

Je pense que tout ce qui a été fait en terme d'unité au niveau de la Confédération est une bonne chose. mais si les débats que je viens de préciser n'avaient pas eu lieu, je ne pense pas qu'on aurait réussi un 6 et un 12 aussi importants dans notre entreprise.

Midi-Pyrénées a été la deuxième région au niveau de l'importance de l'action de grève du 12 Octobre. Cela dit de nombreuses questions restent.

Nous ne devons pas baisser nos exigences d'autant plus que ce qui nous est proposé, c'est quand même un véritable recul de société.

Il faut quand même rester lucides, si l'on veut prolonger ce mouvement, il serait quand même dommageable pour tout le monde d'en rester là, et d'attendre une autre date qui risque de ne jamais venir.

Nous avons besoin de continuer toujours dans le sens de notre démarche au plus près des gens, pour faire prendre en compte nos revendications par les salariés...

... Sur nos propositions en matière de transports en collaboration avec l'Union Départementale, le Comité Régional, les camarades du CESR et le CE on a fait quand même progresser pas mal de choses et notamment proposé pour désengorger Toulouse, une ceinture ferroviaire autour de l'agglomération et d'autres propositions dont celle de la ligne C.



cgt

Midi-Pyrénées : enjeux d'avenir

ÉDITORIAL
François CANEJIN, secrétaire régional.

Les 20 et 21 octobre aura lieu la 4^{ème} conférence régionale de la CGT Midi-Pyrénées. Elle va rassembler environ 200 délégués des 11 Unions départementales de la région.

Elle veut pousser beaucoup plus loin la question : « comment à partir des adhérents CGT construire un rapport de force durable pour gagner les revendications sociales, les enjeux en Midi-Pyrénées ? »

Nous sommes bien là au cœur de l'actualité avec ce qui constitue le grand enjeu du relief de la stratégie Balladur : comment grandir devant l'exigence de voir ses revendications satisfaites.

Chacun, chacune peut voir que les salariés ressentent plus nettement le besoin d'élargir leur action, d'être unis pour être plus forts.

Plus claire est aussi la perception qu'aucun secteur ne peut s'en sortir seul, aussi fort soit-il, si tout s'écrase autour de lui.

Les grands groupes industriels véritable colonne vertébrale de Midi-Pyrénées (sa: Thomson, Bull, Alcatel, etc., Al-France, Indes-Pastels, GAT...) ont déjà ici supprimé des centaines d'emplois.

Demain s'ils sont privatisés, ce sera la porte ouverte aux capitaux étrangers. Besser, Gindling, par exemple n'a-t-elle pas été vendue ? Pour preuve la puissante manifestation du début de l'été des salariés d'Alcatel, a obligé Balladur à commencer à reculer.

Moins d'industries c'est moins de services publics... quand l'un s'affaiblit, l'ensemble régresse, désarticulation et actions grandissantes.

Midi-Pyrénées terrain de développement ou de régression, rien n'est acquis d'avance.

L'expérience le prouve bien, c'est le rapport des forces issu des luttes sur le lieu de travail, dans la localité qui déterminent les choix et les orientations économiques et sociales correspondantes aux besoins des salariés et de la population.

Nous avons besoin de mieux faire partager et grandir un charge par nos organisations CGT, par nos équipes de questionnaires, par ce que c'est bien que l'action la plus large possible, que le monde du travail dans sa diversité puisse les faire avancer.

Puisse ce journal y contribuer.



Si le Conseil Général et le Conseil Régional sont d'accords sur le doublement de la voie pour la ligne C c'est à partir d'une proposition qui part quand même des cheminots, de la CGT et de l'action engagée.

Ensuite il y a des propositions sur le transport marchandises.

Le projet de plate-forme sur Castelnau d'Estretefonds est une centralisation des marchandises, plusieurs questions sont posées.

Le colloque du CE des cheminots nous a permis de discuter de nos propositions notamment pour le trafic d'offres de marchandise dans la région...

BESSIERES Jean-Albert.
UD AVEYRON - EDF-Rodez (12).

... L'action autour des 5 de Rodez, je crois a été exemplaire dans le rôle qu'on joué sur Midi-Pyrénées et plus largement, les organisations de la CGT.

C'est vrai pour la région en tant qu'interpro, pour la région EDF-GDF, pour les UD de Midi-Pyrénées, pour l'UD de l'Aveyron et les syndicats qu'ils soient du secteur privé ou du secteur nationalisé.

C'est vrai que toute cette mobilisation avec 3 000 personnes le 17 janvier, 5 000 personnes le 18 juin, à Montpellier 2 000 personnes.

Le résultat du Tribunal de Montpellier, se traduit par une relaxe et des amendes pour les quatre autres camarades, avec sursis, mais c'est bien la mobilisation des salariés qui a permis cette victoire ...

DELMAS Bernard. Union Départementale du Tarn (81).

... On a beaucoup parlé, de la nécessité de partir des besoins.

Mais lorsque l'on dit besoins, c'est besoin de quoi ?

Quelle est par exemple la prise en compte des besoins des usagers, qui par leurs satisfactions est garant à un moment donné de la pérennité du service public et du statut.

Se battre pour le statut, pour le service public, les deux sont étroitement liés.

Si on ne se bat pas pour le service public on ne gagnera pas sur le statut, et pour se battre pour le service public il va bien falloir y associer les usagers.

On a avancé sur ce sujet, mais il y a encore beaucoup de chemin à faire en la matière.

Je crois que l'on peut s'interroger que le pourquoi de nos retards en la matière.

A partir de l'exemple de la défense de la gare de Cordes il y a deux choses qui sont venues semble-t-il fort.

La crainte était de se retrouver côte à côte avec des gens n'ayant pas forcément les mêmes intérêts et ensuite le risque de perdre son identité dans ce genre d'action.

Je pense qu'il faut que nous en débattions rapidement afin de lever les réticences qui existent...

DOUGNAC Jean-Claude - Collectif Régional EDF-GDF (31).

... Sur l'idée de la convergence: on a avancé de façon conséquente dans chaque corporation du service public, sur l'idée " convergence en direction des usagers, convergence en direction des élus ".

Ceci étant, on a quand même aujourd'hui une difficulté évidente avec le personnel, nos adhérents, sur l'idée comment on fait grandir la convergence de lutte, de coopération à l'intérieur du service public...

... Sur l'aménagement du territoire, je partage l'idée d'examiner et de décider ensemble d'une grande journée d'action régionale sur l'aménagement du territoire.

Cette question ne porte pas uniquement sur le service public mais bien sur l'ensemble de l'activité régionale et de son développement.

Quelles propositions nous la CGT, nous faisons sur le développement régional ?

Aujourd'hui à EDF-GDF, sur la région Midi-Pyrénées ce sont 200 emplois qui sont supprimés. Midi-Pyrénées perdra 1 000 emplois à EDF-GDF dans les cinq ans.

Je crois que sur ces questions-là, il y a nécessité d'examiner au-delà de ce que sont les structures aujourd'hui.

Le Comité Régional, ce sont les huit Unions Départementales Midi-Pyrénées; comment y a-t-il des rencontres régulières de réflexion, de débats, sur les propositions et sur les initiatives au niveau du secteur public et nationalisé ?.

Nous avons un manque important par rapport à cette question. Sur l'aménagement du territoire, aujourd'hui on est confronté à une question essentielle, désertification ou pas désertification.

Désertification: les services publics est-ce qu'ils vont la précéder, est-ce qu'ils vont l'accompagner ?.

Cela pose toute la question de la présence du service public dans les zones rurales et en même temps celle de la qualité du service public et l'égalité au traitement des usagers et la question des moyens des services publics avec le problème de l'emploi...

... Nous avons sur Midi-Pyrénées trois propositions dans le domaine hydraulique que sont Agneserre - Aulus et Arragnonet sur l'hydraulique, avec une réponse aux besoins sur les questions de l'hydraulique, pour les populations, pour l'agriculture et pour le tourisme. C'est identique sur la question de la centrale des 600 MW d'Albi.

Par rapport à ces questions, nous devons être en capacité d'avoir au niveau de la région un rôle déterminant d'impulsion, de coordination...

REGIS Max. Verrerie Ouvrière d'Albi (81).

... Coordonner l'action du secteur public et privé, comment s'y prendre et comment faire ?.

Si les salariés du privé sont soumis à plus d'attaques, cela ne veut pas dire que le secteur public est à l'abri. Donc je pense que l'on a des convergences communes.

Je pense que l'on a des points communs pour pouvoir amplifier ce mouvement qui a eu lieu le 12. Pouvoir nous retrouver enfin secteur public et secteur privé ensemble dans le même combat...

BESSIERE Jean-Albert. U.D AVEYRON (12).

... Sur les services publics il y a un vrai problème pour prendre les choses sur le département de l'Aveyron, plusieurs hôpitaux sont menacés de fermeture ou de suppressions de lits comme Decazeville, Villefranche, Millau, St Affrique.

Si on parle des besoins, dans l'Aveyron où vont-ils aller se faire soigner ?.

Celui qui a un cancer: il dit " je vais à l'hôpital de Villefranche, à l'hôpital de Decazeville ou je vais à Ranguel ou à Purpan ? ".

Et bien lui, il a vite choisi. Quelle position par rapport à ces gens ? Qu'est-ce qu'on dit?.

Cela fait partie des vrais problèmes qui sont nouveaux pour nous...

COMMERGNAT Michèle. Secrétaire de la CGT.

... On est entrain de rechercher ensemble quels sont les besoins de développement de la région.

Est-ce que ce ne sont des besoins que de service public ou est-ce qu'il n'y a pas un lien étroit entre besoins et production comme un élément déterminant pour une région. Je crois que c'est cela le problème qu'il faut que nous nous le posions ensemble.

C'est-à-dire comment on intègre bien l'industrie comme un élément de besoin de développement d'un département et d'une région ?

Je crois que si on fait cela on va mieux pousser plus notre réflexion, car il ne serait pas juste de dire besoins = service public.

C'est d'ailleurs toute la question posée aujourd'hui pour reconnaître le besoin et le lien étroit avec la production.

Il y a un autre élément que l'on a besoin de regarder ensemble. Convergence: est-ce simplement soutien à un tel ou un tel ou est-ce autre chose ?

Je pense que l'on est aujourd'hui en capacité de l'aborder, justement parce que l'on a fait un grand progrès dans notre conception des convergences et que toutes les luttes que nous avons menées jusqu'à aujourd'hui, nous ont permis de les faire progresser de façon extrêmement intéressantes...

POITE Guy - Union Locale Centre Ville Toulouse (31).

... On parle de cohérence de la stratégie du capital. Il faut peut-être que nous arrivions à la même cohérence sur la manière dont on va pouvoir aborder les problèmes en termes revendicatifs effectivement appuyés sur les besoins, mais en termes revendicatifs. Le rapport aborde la question de cette manière.

C'est à partir de cette conception de notre démarche qu'il nous faut avoir véritablement un dialogue non pas public/privé, mais un véritable dialogue acteur, économique et social, que l'on soit dans tel ou tel secteur; comment l'un

CONFERENCE REGIONALE CGT

Une centaine de délégués pour l'ouverture

La Dépêche
21/10/93-

Une centaine de délégués de la Confédération générale du travail (CGT) est réunie, depuis hier, à Cahors, pour leur congrès régional. Les congressistes auront une partie réservée aux interventions et une autre plus artistique avec le spectacle proposé au théâtre.



Une centaine de délégués de Midi-Pyrénées réunis dès le coup d'envoi studieux à l'espace Valentré.

La sixième conférence régionale de la CGT Midi-Pyrénées a démarré hier, dans le cadre de la salle des fêtes de Cahors. Une centaine de délégués de toute la région étaient présents, dès le matin, pour discuter des premiers sujets à l'ordre du jour : à savoir d'abord la façon de conduire l'action revendicative à partir de l'entreprise comme l'établissement des réponses à donner aux besoins des travailleurs des secteurs

public comme privé.

Exposés et interventions des secrétaires généraux des divers départements de la région, MM. Sylvain (Tarn), Blanco (Haute-Garonne); Rouffiac (Tarn-et-Garonne); Laur (Lot); Gisèle Bergès (Gers), MM. Salvayre (Aveyron) et Ambrosini

(Hautes-Pyrénées), de la secrétaire confédérale Michèle Commergnat, comme du secrétaire général régional François Canezini; mais aussi des délégués eux-mêmes pour parler de problèmes particuliers ou plus généraux!

Partie récréative aussi, le

soir, avec une réception à la mairie de Cahors et un spectacle au théâtre municipal, avec une pièce, « La Rançon du croisé », comedia dell'arte du Lazzi-Théâtre et le violon tzigane de Dimitri.

La conférence régionale se poursuit aujourd'hui à l'espace

Valentré, toujours sur le thème de la lutte à l'entreprise et dans la localité, avec des exposés sur l'outil syndical, son renforcement, la place et le rôle du syndiqué.

Nous donnerons les grandes lignes de toute la conférence dans notre édition de demain.

appuie l'autre et se sert de l'autre pour pouvoir se développer ?

C'est de cette manière dans la CGT, ses différentes organisations, ses différentes composantes qu'il faut aborder ce problème...

COMBEBIAC Jean-Pierre. Secrétaire Régional FILPAC Midi-Pyrénées (31)

... Un secteur public peut-il exister dans le cadre d'une désindustrialisation, c'est-à-dire ce que l'on nous promet dans le cadre d'aménagement du territoire comme désert industriel, d'une dépayannerie?

Je crois que c'est à partir de l'absence de privé, qu'il n'y aura plus de service public.

Nous avons nécessité de nous rassembler et de discuter. Non pas de regarder chacun dans son coin sur comment on va faire pour s'en sortir; mais qu'à un certain moment nous avons tous des idées qu'il faut les aligner, regarder comment mobiliser à partir d'elles...

CULIE Marie-Claire. Union Locale Albi (81).

... Il faut bien que l'on comprenne cette complémentarité qu'il y a entre service public et privé. Je suis salariée de la santé.

Mon salaire, mon existence et mon poste de travail, dépendent du budget sécurité sociale.

La sécu est financée par les richesses produites. Les secteurs publics et privés financent la protection sociale. Donc s'il n'y a plus de secteur privé, moi demain, je n'existe plus...

Sur les convergences:

La construction de la Centrale d' ALBI est-ce que cela ne concerne que les salariés du service public? Non.

Il faut savoir qu'une centrale construite dans l'albigeois ce sont 500 emplois créés pendant quatre ans dans la construction et 120 emplois ensuite pour la faire marcher.

Est-ce que cela ne concerne que les salariés du service public ou est-ce que cela ne concerne également et cela répond à un besoin par exemple des verriers en matière de consommation d'énergie, est-ce que cela répond par exemple à un besoin de RPS Média qui est le seul producteur de petites disquettes pour micro-informatique

aujourd'hui dans ce pays et que l'on est entrain de laminer?...

DJETCHA Annie. SDEN Haute-Garonne (31).

... Quelle formation ? Pour quels emplois ? Pour quelles qualifications ? Par rapport aux besoins d'emplois, on a mené une lutte au lycée professionnel qui a des sections de couture en lien avec le syndicat THC de Toulouse, pour exiger la création d'un bac professionnel pour les vêtements haut de gamme.

Les patrons de l'habillement se plaignent dans l'immédiat de ne pas avoir d'ouvrières qualifiées dans ce cadre là.

Nous leur avons répondu: " on veut une formation, on a des profs formés, on a des structures, qu'est-ce que vous attendez pour le créer ?"

On a même eu une bagarre avec les camarades qui siègent à la commission formation du CESR.

On est allé trouver le recteur et on a posé le problème en convergence, avec les personnels, à partir de problèmes qui se posaient de besoins réels qui se posaient de la production parce que les camarades de l'entreprise CTV MAS, qui étaient en lutte à cette époque...

GERBAULT Daniel. Arsenal de Tarbes (65).

... Face à la casse de l'Arsenal nous avons essayé de travailler à commencer à mettre en débat avec nos syndiqués avant que tombe le plan social, sur quelle diversification, pour quels besoins ?, pour répondre à quels besoins de défense.

Nous avons eu un début de débat très intéressant avec de nombreux ingénieurs, cadres et techniciens, sur des propositions.

On peut tout faire à l'arsenal de Tarbes, cela va de la mécano soudure à l'électronique et on peut également je crois, ce serait plus intéressant pour le pays de mettre au travail nos ingénieurs, nos cadres, nos techniciens, pour travailler dans de nombreux secteurs pour aider à la relance industrielle créatrice d'emplois.

Nous pouvons rechercher des coopérations avec divers ministères tel que l'équipement par rapport aux engins de gros chantiers... au service de tout autre chose que de la rentabilité financière...

VIDALET Gisèle. Factrice Toulouse R.P(31).

... Depuis le 22 juin 1993 nous sommes en grève. Nous sommes en grève contre le projet de la Direction Départementale de la Haute-Garonne, de supprimer 11 tournées de distribution.

Cela équivaut à 15 emplois. La direction voulait aussi augmenter la durée hebdomadaire du travail de 37 heures à 39 heures.

A l'annonce du projet, les facteurs de Toulouse R.P. ont affirmé: " On en a assez d'être bafoués, nos conditions de travail aggravées et bien, on se met en grève ".

Au début du conflit 4 organisations syndicales étaient partie prenante, la CGT, FO, CFDT et SUD.

Nous avons mis en place une démarche démocratique dans la gestion du conflit avec des assemblées générales quotidiennes, assemblée générale qui décide la poursuite de l'action et qui est souveraine.

Parce que je tiens à dire quand même, que depuis notre dernier congrès on parle d'une nouvelle démarche et je pense que toute l'analyse que l'on a pu faire de cette nouvelle démarche à la CGT, on ne s'était pas trompés.

Les gens aujourd'hui veulent être maîtres de leurs conflits de leurs luttes. Alors là, le rôle de la CGT est important dans l'Assemblée Générale...

On a aussi géré le conflit par des réunions de syndiqués qui apportent une réflexion, une analyse à l'Assemblée Générale le lendemain matin.

La CGT a essayé et essaie d'être une force de propositions et surtout la CGT c'est un syndicat qui est à l'écoute et qui rassemble les facteurs grévistes, sur leurs convergences et pas sur leurs revendications CGT ...

La CFDT et FO se sont très rapidement retirés du conflit.

Cela a quand même enlevé un cran au rapport de force et que nous serions aujourd'hui plus forts, si on était quand même tous ensemble.

La Direction met en oeuvre des moyens extraordinaires et considérables pour casser le mouvement. Cela coûte un argent fou à la boîte.

La Direction a été obligée de reculer, les sanctions disciplinaires prévues n'ont pas eu lieu...

... Aujourd'hui, donc nous en sommes à notre 121^{ème} jour de grève, la situation est difficile et plus que difficile, parce que quatre mois de grève c'est long et fatigant, deux mois de salaire à zéro, donc cela entraîne des situations financières catastrophiques.

Je sais que la CGT ira jusqu'où les salariés Toulouse RP voudront aller, sans surenchère, sans jusqu'au-boutisme, mais enfin elle a toujours été là depuis le début, elle restera jusqu'au bout et elle va aider les salariés de Toulouse RP à gagner.

Depuis 125 jours la CGT dit "tous ensemble on va gagner ", aujourd'hui j'ai envie de dire nous avons commencé à gagner, gagner ne serait-ce que l'expérience d'une lutte longue et difficile, mais menée dans l'unité et d'après les convergences, d'après les idées de tous les salariés en grève aujourd'hui.

Gagner, parce que nous avons exprimé nos revendications et que cela nous ne l'avions jamais fait à Toulouse RP.

Je tiens quand même à dire ici, que près de 70 millions de centimes ont été collectés en quatre mois de conflit, c'est énorme.

Moi quand je me rends dans les entreprises de Toulouse avec un tract qui explique mon conflit, je m'adresse à des salariés du secteur privé, mais je m'adresse aussi à des usagers de la poste.

Je crois que l'on a des convergences, que l'on soit salariés du secteur public ou salariés du secteur privé.

14 facteurs viennent d'adhérer à la CGT, 6 facteurs grévistes et 8 autres qui ne sont pas en grève.

... Pour finir, ce que j'ai envie de dire, aujourd'hui les facteurs de Toulouse RP, ils vont gagner, quelque soit l'issue du conflit.

Déjà tous les emplois que l'on a récupéré, ils ne nous les ont pas pris et ne nous les prendrons pas et que donc avec la CGT ? les facteurs de la RP, tous ensemble, ils vont gagner.

A l'issue de la deuxième séance des travaux de la Conférence Régionale, une collecte a été effectuée pour les facteurs de Toulouse RP: 5 270 frs ont été récoltés.

FORT Jean. Syndicat SEMVAT Toulouse(31).

... Dans le cadre de l'unité. Nous rencontrons beaucoup plus de problèmes au niveau des directions syndicales pour se mettre d'abord en phase avec ce que demandent les travailleurs.

Je crois que l'unité ne peut se réaliser si tous les travailleurs sont d'accord sur leurs revendications.

La Dépêche 22/10/93

CONFERENCE REGIONALE CGT

« Un climat revendicatif unitaire »

Clôture de la 6^e conférence régionale CGT à Cahors : l'affirmation de la prise de conscience d'un ras-le-bol général, toutes tendances syndicales confondues ! Avec la prise en compte de manifestations revendicatives nouvelles, aussi unitaires que possible !

La 6^e conférence régionale CGT Midi-Pyrénées s'est achevée, hier après-midi, dans le cadre de l'espace Valentré, à l'issue de deux journées auxquelles participaient M. F. Canezin, secrétaire général régional; M^{me} Michèle Commergnat, secrétaire confédérale; les secrétaires généraux des unions départementales de Midi-Pyrénées et quelque 160 délégués de cette même région.

Deux journées d'action unitaires ?

« Deux journées touchant la vie syndicale », disait François Canezin. « La tonalité était dynamique et revendicative pour la recherche de l'unité d'action des organisations syndicales ! ».

Bien sûr, le plan quinquennal était « à l'honneur » pour y dénoncer la majoration de l'insécurité, de la précarité et de la remise en cause d'acquis sociaux qu'il contient, et susci-

ter la mobilisation et la volonté de lutte « comme l'ont prouvé les 12.000 salariés de Midi-Pyrénées qui ont manifesté le 20 octobre ».

Le secrétaire général rentrait dans le détail avec les « 14 groupes industriels qui sont privatisés ou en passe de l'être en Midi-Pyrénées avec toutes les conséquences que cela sous-entend pour les sous-traitants... ». Et d'énumérer les secteurs démantelés : « Les transports avec 400 emplois SNCF supprimés en deux ans et la suppression de gares que l'action CGT a permis de stopper pour certaines; la santé avec 4.000 à 5.000 lits d'hôpitaux et 17 maternités menacés sur le plan régional alors que les besoins ne sont même pas satisfaits; l'industrie de l'armement même si la CGT est favorable à sa reconversion ».

Ce qui, selon F. Canezin, va susciter très légitimement deux initiatives revendicatives : le 2 décembre, une journée régionale d'action dans les départements, pour l'emploi, les salaires, le maintien des in-



De gauche à droite, Michèle COMMERGNAT, chargée du « pôle de la politique revendicative et des luttes »; François CANEZIN, secrétaire général régional, et Jacques LAUR, secrétaire général de l'UD-CGT du Lot.

dustries et une autre pour la protection sociale et ses partenaires : « Une journée forte où seront recherchés les rassemblements avec les autres organisations syndicales ! »

Sur ce sujet ou dans son prolongement, le secrétaire régional parlait d'un « contexte d'adhésions au mouvement revendicatif syndical, un état d'esprit qui devient aussi bien hostile au GATT qu'à Maastricht. Trop c'est trop ! La question reste : comment faire ? Le

syndicalisme est devant ses responsabilités pour créer des initiatives unitaires; en tout cas, la CGT restera, dans l'entreprise, l'outil à l'écoute de tous les salariés, et elle est tout prête à corriger ses insuffisances et ses défauts ! ».

A Gisèle Commergnat revenait le mot de la fin : « Le gouvernement a parlé de gérer l'explosion sociale parce que nous sommes dans les conditions qui suscitent les rassemblements les plus larges... Et

le conseil régional doit établir, semble-t-il, un questionnaire sur Midi-Pyrénées. On ne l'a pas vu encore ! mais posera-t-il les vraies questions, notamment sur l'emploi et les privatisations ? On parle de partage en matière d'activités mais peut-on laisser se faire une perte des savoir-faire comme celle dont est victime Midi-Pyrénées ? Les mesures qui la permettent laisse en fait s'effectuer une véritable perte de patrimoine culturel ! ». — M. P.

Par contre, ce que je voudrais dire, c'est que effectivement dans le cadre de l'unité, il y a des fois la CGT perd son identité.

Bien sûr qu'il ne faut pas perdre son identité, mais pour ne pas perdre son identité d'abord il faut connaître les orientations CGT et malheureusement je crois savoir, ou percevoir, que l'on est pas toujours avec les connaissances requises des orientations de l'organisation syndicale...

LOBREGAT Ludovic. Syndicat Cheminots de Toulouse (31).

... L'unité chez les Cheminots, c'est une préoccupation constante de la première heure. Pour le 6 ce fut un plus dans l'action.

Quant au 6 octobre et 12 octobre, ils marquent notre volonté, de poursuivre cette bataille indispensable.

Les résultats de la grève sur Midi-Pyrénées sont significatifs à cet égard, puisque l'on fait plus de 60 % de grévistes, et c'est vrai que là encore l'appel unitaire est un plus.

Pour autant des questions sont quand même posées sur notre chemin unitaire, dans notre organisation et en dehors de notre organisation.

Sur quelle forme l'unité peut elle ou doit elle s'exprimer? De la même façon partout? Avec qui? Comment ? Pourquoi faire? Il y a des questions qui sont posées. On ne peut pas évacuer ce débat-là.

Certes pas à notre sens, unité pour accompagner les mesures gouvernementales et patronales et je crois que l'on est d'accord tous là-dessus. Non plus pour défendre des plans sociaux qui mettent à mal les entreprises et les emplois...

FAR Abel. Union Départementale du Gers(32).

... Je repars du 12 octobre pour en tirer quelques enseignements.

Je crois aux PTT que l'unité d'action s'est faite d'abord, surtout, parce que en bas il y a une volonté personnelle d'avoir des syndicats qui ripostent ensemble par rapport aux coups que veut porter le gouvernement et le patronat dans le privé.

On a besoin aujourd'hui, on voit ce qui se passe, Air-France et ailleurs, on a besoin d'actions rapidement parce que ce 12 octobre risque de retomber.

C'est de notre responsabilité de donner une suite à ce 12, sinon on dira l'unité d'action elle n'a pas été efficace, elle a été efficace par le nombre de grévistes, par l'avertissement qui a été donné au gouvernement.

L'important, c'est que je m'aperçois c'est quand aux PTT il y a unité d'action et bien il y a 90 % de grévistes aux télécom, moi je suis pragmatique, 60 % à la poste.

Aucun individu, aucun syndicat ne peut aujourd'hui seul faire face...

MASSARI Ange. Union Départementale du Lot (46).

... La dimension nouvelle de la crise nécessite de développer l'action avec les autres syndicats en France et en Europe.

La poursuite de la division syndicale est un drame pour les salariés de notre pays.

La CGT ne peut seule créer les conditions d'une mobilisation suffisante, pour modifier cette situation.

L'unité est donc un enjeu très concret pour la reprise du dialogue avec toutes les autres organisations syndicales, pour des propositions communes de luttes de grande ampleur, s'appuyant sur les aspirations des salariés...

VEIRIER Gérald. U.S.T.M. Haute-Garonne(31).

... La question qui nous est posée à tous, c'est quelle lutte unitaire à l'entreprise et au niveau régional, en travaillant toutes les convergences pour faire reculer tous les mauvais coups que l'on cite depuis hier tant dans le secteur public et privé, et au milieu de cela quelle force CGT effectivement pour faire avancer lutte et unité...

... Les questions prennent quand même dans cette période une dimension particulière.

Il me semble que l'on a à faire mesurer et à faire apprécier auprès de nos syndiqués des salariés au niveau des entreprises de voir tout ce qui est entrain de bouger dans la période actuelle.

Est-ce que l'on a pas intérêt pour régler un certain nombre de questions de mettre tous les éléments de réflexion parmi nos syndiqués, parmi les salariés pour qu'ils décident eux-mêmes en toute connaissance de cause?.

Ne devons-nous pas nous dégager de débats de sommet dans nos locaux syndicaux ou dans les inter syndicales, pour les porter parmi les salariés au coeur des ateliers, de bureaux, des services ?.

Est-ce qu'ils ne sont pas capables comme pour les formes d'action, de revendications, de faire avancer ces questions d'unité ?.

C'est ce que nous avons fait vivre par exemple à Alcatel Espace.

La force de la CGT dans l'entreprise est importante pour faire avancer cette question-là, mais y compris dans les entreprises où on a pas une CGT forte, on peut faire avancer ces questions de l'unité...

TOLSAN François . Secrétaire Régional des PTT (31).

... Le rôle de la CGT pour construire le mouvement revendicatif parce que le 12 octobre c'est l'exigence de l'arrêt de la privatisation et l'arrêt de la gestion privée du personnel aux PTT.

Alors à partir de là, unité d'action, parce que le 12 octobre c'était quand même quatre fédérations qui s'étaient mises d'accord pour une grève de 24 heures sur une revendication s'opposant à la privatisation.

Chaque organisation gardant son indépendance, son identité.

Nous avons construit un mouvement en bas dans les services avec une préparation importante.

A la différence d'avant où on avait un accord des fédérations en haut et on se disait, on va attendre le jour de l'action sans préparation.

C'est cette différence de démarche qui explique le résultat...

MOMINOUX Christian. Syndicat CGT RATIER Figeac (46).

... Quelques questions par rapport à l'unité. Le plus grand problème aujourd'hui, c'est le syndicalisme sans syndiqué.

C'est-à-dire on s'aperçoit que de plus en plus on est coupé des salariés et le problème qu'il y a aujourd'hui par rapport aux enjeux, il est bien là.

Quand on parle d'unité il faut savoir que la CGT, FO, la CFDT, on est pas tous sur la même longueur d'onde par rapport aux orientations.

Parce que l'on sait très bien que les orientations sont définies dans les congrès et sont définies par nos syndiqués et tout le monde ne pense pas pareil, tout le monde n'a pas les mêmes objectifs ce qui est tout à fait normal, sinon il n'y aurait qu'un syndicat en France, on ne reparlerait pas d'unité aujourd'hui...

GALLEGO Juan Carlos. C.C.O.O. de Catalogne.

... Je vous adresse le salut fraternel des Commissions Ouvrières de Catalogne et vous remercie de nous avoir invités à votre conférence, nous permettant de connaître ainsi vos problèmes.

Pour ce que nous avons pu suivre de vos débats, nous observons que des réalités économiques, sociales de nos pays sont proches.

Les réalités qui en Catalogne se traduisent par des délocalisations industrielles, la destruction du tissu productif, l'augmentation du chômage, la diminution des prestations sociales et des attaques au droit du travail.

Tout cela dans un contexte de crise économique à caractère international, mais aussi une caractéristique propre causée par la politique développée ces dernières années dans notre pays.

Perte de pouvoir d'achat, privatisations, déréglementation du marché du travail, baisse des prestations sociales sont les recettes économiques néo libérales que gouvernement et patronat veulent imposer comme une sortie à la crise, obligeant à ce que cela soit les travailleuses et travailleurs, les retraités, les chômeurs qui paient les coups de cette sortie.

Ainsi gouvernement et patronat rendant les salaires et les droits sociaux responsables de cette situation, oubliant les responsabilités des politiques économiques qui dans les dernières années, ont précarisé le marché du travail, facilitant l'entrée des capitaux étrangers pour gagner des parts de marchés détruisant nos capacités de production et engendrant l'économie spéculative et financière.

De cette situation en Catalogne et en Espagne, les confédérations syndicales de manière unitaire avons élaboré une proposition alternative pour sortir de la crise, qui prétend aborder le principal problème de la création d'emplois.

Dans la situation actuelle pour faire front aux mesures budgétaires et financières qu'imposent le gouvernement et face aux attitudes patronales les syndicats de manière unitaire ont engagé une grande campagne d'information qui se conclura par une grande journée de mobilisation fin novembre.

Mais le contexte général est une forte accusation sur les droits sociaux et du travail conquis au cours de longues années de lutte...

Pour terminer nous voulons exprimer notre appui à vos camarades du service postal de Toulouse RP qui hier nous expliquaient leur difficile situation.

DUPEYRON Michel. Syndicat EDF Toulouse Ville (31).

... Je crois que les travaux de la conférence doivent plutôt porter sur comment s'organiser pour être plus efficaces pour rassembler les salariés que par rapport à notre démarche revendicative et en termes de cohésion de notre activité syndicale.

Le débat est bien évidemment dans l'entreprise pour savoir comment s'organiser dans les luttes mais aussi au niveau des autres corporations, des autres secteurs de travail, des usagers et des élus.

Il y a des difficultés à joindre un peu le problème que l'on vit dans les entreprises et également le problème qui est ressenti par des usagers.

A EDF sur Toulouse et 19 communes il y a 426 000 abonnés gaz et électricité. Il y a eu en 1992, 200 000 lettres de relances pour factures impayées et sur ces 200 000, il y en a 10 000 abonnés qui ont été coupés pour faute de ne pas avoir honoré donc leur facture.

Ce n'est pas un problème interne, je veux dire que par là, on a été obligés d'alerter les usagers les différentes associations, les différents élus, les différents partis politiques, pour mettre en face la responsabilité qu'aujourd'hui l'état, de retrouver des usagers dans une situation aussi précaire que cela...

COMMERGNAT Michèle. Secrétaire Confédérale.

... Un camarade de la SNCF disait: "Il faut prendre le temps de regarder ce qui a évolué dans la dernière période, parce que cela nous permet de mesurer les chemins parcourus".

Au Comité Confédéral National de Mai 93, nous disions, je cite:

" La situation nous place à l'épreuve des faits et devant des exigences.

Dans ce contexte, dans cet esprit, comment donner de l'élan à notre bataille revendicative?", et nous ajoutions plus loin : " Comment contribuer à construire un mouvement social plus large, plus uni, plus fort et plus durable"?.

Certes on peut s'en doute se poser les mêmes questions aujourd'hui, mais je crois quand même qu'on ne les pose plus du tout que dans le même contexte.

Il n'y a pas d'adhésion massive à la politique Balladur, et ce qui se renforce, c'est justement dans notre pays la tendance c'est que l'idée trop, c'est trop, et que ça ne peut plus durer.

C'est tout de même cela la tendance aujourd'hui et les luttes en témoignent. Certains ici l'ont dit, il y a des camarades qui ont indiqué: " Il faut se rassembler, il faut agir".

C'est évident, on est loin d'être au bout du compte, ce n'est pas le cas partout, on a pas tout cela partout, mais quand même le 28 cela a existé, le 6 chez les Cheminots, cela a existé...

Le 12, plus de 170 000 personnes dans la rue en manifestant, qui est loin de représenter toutes les actions qui se sont passées ce jour-là avant et après, cela quand même existé...

... Nous sommes bien dans une trajectoire de développement de l'action avec comme caractéristique la détermination, comme d'ailleurs le conflit des salariés des PTT de Toulouse RP en témoigne. Il y a des résultats dans l'action et l'on en parle pas assez.

Des camarades l'ont expliqué: les succès qu'ils ont remporté, qu'on a remporté collectivement grâce aux actions, grâce aux convergences ne sont pas le résultat d'une bonne humeur ou d'une mauvaise humeur du gouvernement ou du patronat. Ce n'est pas de cela dont il s'agit, c'est bien le résultat d'un rapport de force qu'on a fait progressé.

C'est en même temps le résultat d'un progrès substantiel d'une mise en oeuvre plus affirmée de toute notre démarche.

Congrès Régional de la CGT

A la recherche d'une unité d'action



- L'objectif de la CGT : une action unitaire revendicative.

Le 6e Congrès Régional de la CGT s'est déroulé au Foyer Valentré mercredi 20 et jeudi 21 animé par Mr François Canezin secrétaire général régional, par Mme Michèle membre du bureau

confédéral chargée du pôle de la politique revendicative et des luttes en présence des secrétaires généraux et 160 délégués de la région Midi-Pyrénées représentant l'ensemble des professions.

Deux journées de conférences placées sous le triple signe du dynamisme, de la revendication et de l'action pour un seul objectif : la recherche d'une unité d'action.

L'insécurité en matière d'emploi, la remise en cause d'acquis sociaux inhérents au Plan Quinquennal ont été abordées avec la volonté de lutte et de mobilisation autour de ces questions et des revendications des salariés non protégés.

L'Eveil 26/10/93 -



- Mr Canezin, secrétaire régional, Mme Commergnat membre du bureau fédéral, Mr Laur secrétaire général CGT du Lot et tous les délégués ont été reçus à la mairie par les adjoints Mrs Iragne et Melluc.

"Cela se traduit par tout un dispositif de lutte avec la journée d'action importante et unitaire du 12 octobre (12 000 salariés dans les rues de Midi-Pyrénées) qui a témoigné du niveau de combativité même si nous avons jugé que c'était insuffisant" a commenté Mr Canezin.

Au niveau régional, l'emploi demeure le point central. Au cours des conférences ont été évoqués les 14 grands groupes régionaux privatisables : une stratégie qui aura des conséquences néfastes sur l'emploi. Les problèmes dans les transports (suppression de 400 emplois et de gares), dans les hôpitaux (4 à 5000 lits sont menacés dans la région, 17 maternités sont en passe d'être fermées) ont été également soulevés.

Ce climat de malaise entrainera deux initiatives : Le 2 décembre, journée régionale d'action pour

l'emploi, le maintien des industries, et une seconde journée pour la protection sociale, avec pour objectif de rassembler le plus possible afin d'obtenir un succès revendicatif.

Pour Mme Commergnat "un mouvement revendicatif commence à prendre corps dans les entreprises. Nous sommes dans une situation de ras-le-bol, de mécontentement. La recherche de l'unité est nécessaire.

C'est la seule solution : le syndicalisme est mis devant ses responsabilités.

Nous avons l'intention de contribuer à créer les conditions pour que les initiatives unitaires se développent : il existe de nombreux points de convergence avec les autres syndicats".

Cependant, au sein même de la CGT, Mr Canezin estime que "il est nécessaire d'être encore plus à l'écoute du salarié, de ses aspi-

rations, de ses revendications que nous ne le sommes actuellement. Il existe une insuffisance que nous voulons corriger, pour que cela se passe mieux dans les entreprises. Notre état d'esprit est de créer un rassemblement plus large".

"L'unité est la seule manière de lutter" souligne Mme Commergnat, "pour en revenir au niveau régional, les problèmes des privatisations que nous avons déjà abordés, tous ces changements signifient que, à terme, on nous prépare une autre région si on laisse faire".

Des questionnaires (900 000) seront distribués prochainement sur l'avenir de la région, mais, poursuit Mme Commergnat, "j'ai peur que les véritables questions qui inquiètent les salariés n'aient pas été posées (développement, emploi, privatisations, désertification, agriculture...)"

Enraciné sur deux éléments qui sont centraux: revendication appuyée sur les besoins et la démocratie au service d'un rassemblement le plus large possible des salariés; cela valide autant ce que nous avons l'ambition de faire vivre dans notre Organisation à partir de nos orientations définies au 44ème Congrès.

Des avancées nous montrent bien dans le débat qu'il n'y a pas d'autre alternative, que de poursuivre dans cette voie.

Dans cette voie appuyée sur les besoins si on veut gagner, car les besoins sociaux sont encore des enjeux, au coeur des enjeux de classe.

... Je suis d'accord avec des camarades qui ont dit faut pas répéter la conception des besoins comme un slogan, mais en même temps il ne faut pas banaliser cette démarche et cette conception qui est fondamentale sur laquelle on veut appuyer notre démarche.

Gouvernement et patronat sont bien obligés d'en tenir compte, les besoins pour eux aussi sont des enjeux. C'est si vrai qu'ils essaient de les reléguer dans la réflexion des gens au rang de désirs inconsiderés.

C'est à partir de cela qu'ils essaient de mettre l'opposition sur la satisfaction des besoins des catégories et les salariés; c'est l'opposition entre les jeunes et les plus anciens.

C'est l'opposition entre les privés d'emploi et ceux qui en ont, c'est l'opposition entre les précaires etc... au nom des besoins...

... Je crois aussi que nous n'avons pas d'autres alternatives que de nous appuyer sur les besoins sociaux parce qu'ils sont le ciment justement des convergences dont on a parlé.

Les convergences n'auront de solidité que si elles sont ancrées à partir des besoins de chacun qui vont s'exprimer dans la diversité, parce que justement ils partiront de l'individu.

C'est bien à nous, organisation syndicale, de les mettre en lumière et de contribuer à les faire s'exprimer dans les convergences et d'intérêt et de lutte.

Il y a eu des très bons exemples. Moi, qui suis salariée du commerce, ma première préoccupation cela va être mon salaire, mon emploi, je ne veux pas travailler le dimanche etc... et puis en même temps je suis préoccupée par ma capacité à me soigner, des études de mes enfants...

Je vais donc me retrouver dans des convergences d'intérêts et de luttes avec les salariés de la santé, les enseignants, parce que mes besoins sont beaucoup plus larges que ce qu'on essaye de les enfermer au niveau du travail...

... Et sur le débat d'hier, sur le public et le privé, je dirai qu'il y a plusieurs façons de le prendre.

Je le prends sur une tendance au progrès, pourquoi?. Parce qu'au fond cela fait des années que l'on travaille un petit peu en parallèle dans la CGT, mais sans vraiment poser les problèmes des convergences comme on les pose aujourd'hui.

Nous les posons plus en termes de solidarité quand il y avait une lutte quelque part. Aujourd'hui, on les pose plus en termes de convergences.

Que tous ensemble, on s'interroge sur les convergences à permettre entre nous pour créer les conditions d'un rassemblement plus large, je crois que c'est intéressant.

Bien sûr il y a des tâtonnements parce que ce sont des questions nouvelles, et en même temps c'est sur un fond de volonté, de se retrouver, de discuter, de voir comment on peut avancer et sans opposer les problèmes les uns aux autres.

Je crois aussi que s'appuyer sur les besoins, c'est forcément aussi contribuer à ce que l'individu trouve toute sa place dans le collectif, car c'est contrecarrer complètement l'idée de l'individualisme dans lequel on veut nous enfermer.

En même temps ne pas noyer l'individu dans le collectif dans le sens où l'on nie les diversités.

Si l'on part du besoin, alors on est en capacité de mieux créer les conditions à la fois des convergences et en même temps de bien appréhender l'individu dans le collectif...

... Dans une situation où beaucoup ne voient pas comment faire, comment s'en sortir, nous avons vraiment la responsabilité de tout faire en tant qu'organisation syndicale, pour donner des perspectives, donner confiance, donner des éléments dans le débat qui valident et confortent la revendication.

Donc conjuguer argumentation, explications, propositions économiques et sociales, mais avec comme moteur le social...

... Dans la période nous avons progressé sur l'unité d'action, justement par la mise en oeuvre de notre démarche.

Nous en sommes arrivés là aujourd'hui parce que nous avons mis en oeuvre la démarche unitaire que nous avons décidée de proposer, mise en débat et à l'épreuve de la vie, dans le 44ème Congrès.

Un camarade a dit: "Il faut quand même rester nous-mêmes".

C'est mais parce que nous avons été nous-mêmes, nous avons réussi à faire ce que nous avons fait jusqu'à aujourd'hui.

Parce que nous avons eu une CGT à l'initiative, une CGT qui s'est mise au service des salariés, mais pas une C.G.T. inodore et sans saveur, mais dans sa pratique de la démocratie, de la conception de l'élaboration des revendications, en versant ses propositions, ses idées, ses analyses dans le débat.

Cette CGT là, a permis que les salariés dans la plupart des cas soient propriétaires et de la transformation de leurs aspirations, revendications et de leur action.

Donc c'est une CGT qui appelle à la responsabilité, égalant dans le même temps de tout le syndicalisme pour contribuer efficacement au mouvement social et à l'unité à laquelle aspirent les salariés.

Personne ne peut penser aujourd'hui qu'il suffirait de la seule C.G.T. aussi forte soit elle - et ce n'est quand même pas le cas -, pour créer les conditions d'un rapport de force nécessaire.

La dynamique unitaire joue, mais cette dynamique là, elle dépend aussi essentiellement de notre capacité à mettre en grand notre démarche.

L'unité cela ne va pas se faire sur un chemin de roses, c'est clair. Donc il va y avoir des revirements, des réticences, des frilosités à cet égard.

Est-ce que cela sera de nature à modifier notre volonté et notre comportement, je ne le crois pas. Je pense qu'il faut que nous restions bien ancrés sur la façon dont a décidé de mener la question de l'unité, dans la clarté mais c'est évident, je crois que personne n'a dit le contraire; sur le plus petit dénominateur: non, personne n'a dit cela...

... Dans cette période nous avons progressé sur ce que l'on appelle la construction du processus de lutte.

Je crois que c'est important de le dire. Il y a quelques mois ce n'est pas si vieux que cela, les réflexions qu'on a eues dans la CGT ressemblaient parfois à " un tel a pris une initiative et nous, comment on va faire pour gérer tout cela ? ".

Dans la dernière période justement, le dynamisme du processus que l'on a engagé n'a pas du tout posé les questions de cette façon.

Chaque lutte a été plus conçue comme un élément d'un puzzle pour faire monter en force les exigences et pour construire ce mouvement revendicatif le plus puissant possible que l'on peut construire.

Et du coup on a pas eu une conception hiérarchisée du style: " Je fais dans ma boîte la pétition, puis je fais l'UL, après je fais l'UD, quatre je fais la Région ".

Il n'y aura pas d'actions quelque soit le niveau, si elles ne trouvent pas leur ancrage au plus près des gens qu'elles concernent dans le lieu du travail ou dans le lieu de rassemblement possibles, pour les privés d'emploi, retraités, etc...

... Oui on est loin du compte. Il y a des fragilités. Oui nous ne sommes pas dans un mouvement irréversible. Oui il peut y avoir si on n'y fait pas attention des reculs y compris sur la mise en oeuvre de notre démarche.

Ce qui est intéressant aussi dans cette période, c'est comment il y a eu interaction à tous les niveaux pour jouer sa participation, pour créer les conditions de ces rassemblements et pour pouvoir véritablement enclencher le processus que nous avons enclenché.

Donc, maintenant reste à voir les suites et nous n'avons pas de temps à perdre pour capitaliser tout cela et l'heure n'est pas à s'attendre les uns et les autres.

Donc, je crois que nous avons intérêt à créer toutes les conditions partout et tout de suite et à tous les niveaux pour que les choses se développent le plus vite possible...

... Bataille à tous les niveaux, c'est aussi vrai du niveau de la région, parce que là aussi les questions sont posées en termes de besoins.

Quand je vois quand même toute cette capacité, toute cette possibilité de faire, et tous ces savoir-faire qui pourraient être gâchés dans une région où vous en avez autant les uns et les autres. Où justement le véritable potentiel de savoir-faire humain est important.

On a intérêt à développer nos atouts, à les mettre en avant, et en même temps à les défendre et à aller plus loin pour en créer d'autres pour que cette région vive véritablement.

Et cela ne prendra pas corps simplement à la région comme une institution en un supplément d'âme de la C.G.T.

Si on avait mis en place des régions uniquement pour qu'elles n'existent que pour elles-mêmes, c'est dire qu'il y aurait des questions à se poser au 45ème Congrès sur notre capacité à être intelligent et à pouvoir gérer les affaires.

C'est pas un supplément d'âme, c'est qu'aujourd'hui, la région devient une réalité, devient un élément déterminant aussi dans la stratégie du capital dans la stratégie européenne et des besoins réels il faut les poser en termes revendicatifs.

L'enjeu du syndicalisme et l'enjeu de la C.G.T. dans le syndicalisme est bien, l'enjeu d'être plus forts et plus organisés.

Parce qu'aujourd'hui ce n'est pas non plus qu'un problème de nombre, c'est un problème de capacité pour nous de faire valoir nos objectifs, d'être en capacité de porter le débat à un plus grand niveau encore pour véritablement changer les choses dans notre pays et faire qu'enfin, on fasse du neuf.

**BAUDELLOT Jean-Claude. Union
Départementale de la Haute-Garonne (31).**

... Il faut que la CGT gagne en force à partir de l'entreprise, sur l'idée que cela n'est pas l'affaire de spécialistes dans le syndicat.

Il est nécessaire que sur ces questions il y ait interventions du plus grand nombre de nos syndiqués, évidemment avec les camarades responsables de leur organisation en tête.

Il nous faut plus adhérents, pour être plus forts dans les luttes. C'est cela la question qui nous est posée. Cela peut paraître une évidence, mais est-ce que ça l'est partout?

C'est quand même dans les endroits où l'on a de plus de forces organisées, que les actions ont été les plus puissantes...

... C'est évident que si on veut aujourd'hui faire grandir le rapport de force, il faut élargir notre base organisée déjà dans les entreprises où on existe, et puis après se développer bien au-delà.

Après il me semble qu'il nous faut avoir beaucoup plus d'adhérents pour être en capacité de faire progresser les idées de la CGT, parce que, si un des grands enjeux de la période et la diffusion de l'Hebdo de la CGT.

Nous sommes dans une période charnière sur ces questions de la syndicalisation.

On essaie de ne pas relâcher sur 93, parce que on est dans une situation où il nous semble qu'on va pouvoir parvenir aux 100 % cette année de FNI par rapport à 92, et en même temps on a beaucoup à réfléchir sur la remise du FNI 1994, cela demande quand même des dispositions et il me semble que cela mériterait que les camarades disent s'il y a déjà des dispositions prises de point de vu là...

CULIER Marie-Claire. Union Locale Albi (81).

... La question du renforcement aujourd'hui doit être au coeur de notre réflexion et je l'aborderai par le fait pourquoi

renforcer la CGT ? S'il n'y a pas cela au départ on va pas avancer.

Est-ce que l'on va renforcer la CGT uniquement pour avoir beaucoup d'effectifs, se faire plaisir et dire que l'on est la première organisation du pays, ou est-ce que l'on veut renforcer la CGT parce qu'aujourd'hui c'est une condition essentielle pour remporter des victoires avec les salariés.

Cela c'est essentiel, le renforcement doit traverser la démarche sur l'unité d'action.

La bataille des idées, le renforcement il faut qu'on lie mieux ces deux activités, pour arriver à développer l'action et notamment le 2 décembre des initiatives partout à partir des besoins.

Cela correspond exactement, je ne crois pas que la conférence doit sortir en disant 24 heures le 2 décembre.

On est dans l'erreur si on fait cela.

Il me semble que chacun dans son entreprise, dans sa localité, dans son département doit savoir où on en est et à partir de là quelle action pour permettre à tous de s'exprimer...

**MEGRET Claude. Union Départementale de
l'Ariège (09).**

... Concernant les jeunes et les chômeurs, il y a une question de langage qui peut amener des gens à mieux nous connaître.

Un camarade disait... il ne faut pas avoir peur de répéter que l'on est de classe etc... mais un autre disait... il faut mieux faire vivre cette notion...

Je crois que c'est cela qu'il faut faire, pas répéter toujours les mêmes termes, mais les expliciter, expliquer comment ils se traduisent dans la vie courante...

**ROQUEFORT Roland. Membre du Groupe
C.G.T. au C.E.S.R.**

... Quelles convergences, convergences d'intérêts, convergence d'action ? et à partir de là quelle activité syndicale par rapport aux enjeux, aux enjeux régionaux ?

Ce en relation directe avec cet outil qu'est le CESR et les structures syndicales...

Il y a un certain nombre de convergences que nous avons porté sur les enjeux des services publics et aménagement du territoire, ce qui veut dire qu'aujourd'hui se sont manifestés de façon naturelle en l'état actuel de la situation de l'évolution de notre société ces convergences.

A telle enseigne que sur la défense du secteur public et de son contenu qui est la mission du service public, il y a eu des votes unanimes au niveau du CESR pour exprimer la nécessité de défendre ces valeurs-là.

Donc à partir de là cela peut aussi poser une autre question, c'est comment on peut prendre en compte ces contradictions dans le cadre de l'évolution du capital et comment on peut s'appuyer dessus pour prolonger et renforcer notre action pour une qualité nouvelle dans l'approche des questions...

AUTIER Jean-Marc. Union Départementale du Gers (32).

... Tout en étant convaincus que se syndiquer c'est important, encore faut-il avoir la démarche de l'adhésion.

Cela commence d'abord par la proposer. Nous sommes tous, tous véritablement concernés...

Faire ressentir au salarié qu'en se syndiquant il est partie prenante de son syndicat et que c'est en étant organisés que l'on représente une force capable non seulement d'arrêter les mauvais coups, mais également de gagner sur les revendications.

La syndicalisation va de pair avec l'activité syndicale et l'action revendicative, on ne saucissonne pas les choses...

MOTTET Philippe. Union Départementale de l'Aveyron (12).

... On arrive à débattre des besoins des problèmes du service public ou des entreprises privées, on arrive à débattre des problèmes de l'unité, avec tout ce que cela veut dire de complexe aujourd'hui, avec les convictions des uns et des autres on a le droit d'être d'accord ou pas d'accord, mais on arrive à en débattre.

Ou cela "coince", c'est quand on parle de nous-mêmes, de notre maison, comment on vit, comment on fonctionne, comment on s'organise, comment on milite à l'intérieur de l'appareil CGT, à l'intérieur de la structure CGT? à l'intérieur des syndicats, à l'intérieur des rouages de la CGT.

Tout ce que l'on a fait grandir dans notre pays aujourd'hui, on le doit à la motivation et à l'intervention des syndiqués des militants de la CGT pour aller plus loin dans cette démarche.

Je crois que c'est un processus qui est engagé, je crois que le 18, il faut mettre un débat par rapport au service public au secteur public et nationalisé, leur intervention.

Mais je crois qu'au niveau de la région par rapport au 2 décembre, il faut qu'il y ait des mesures organisatoires, non pas pour dire il faut que ce soit comme cela, mais pour créer les conditions que dans chaque UD, dans chaque département, il y ait le débat qui s'instaure avec les travailleurs pour tirer loin et fort ce mouvement que l'on a créé depuis déjà bien longtemps....



Les Services de votre Avenir

Premier Partenaire des entreprises du Sud de la France pour leur gestion sociale, le Groupe Prado apporte ses services à 600000 assurés.

Vous trouverez auprès du Groupe Prado le spécialiste de vos obligations légales et conventionnelles en matière de protection sociale et l'interlocuteur attentif qui saura vous apporter une réponse globale:

- Retraite complémentaire des salariés

CIRRSE

- Prévoyance complémentaire

PRADO PREVOYANCE

- Remboursement de soins de santé

PRADO MUTUELLE

- Epargne salariale

PRADO EPARGNE

GROUPE PRADO

Jean-Marc MARTINEZ - Directeur Régional -

17 Rue Paul Vidal - 31000 TOULOUSE - Tél 61 11 05 10 - Fax 61 21 19 17

Le Home de l'Estérel

les vacances
sur la Côte d'Azur



